

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 28 DECEMBRE 1999

N° 273 PRIX 4 FF



LA FIN SANS GLOIRE

D'UNE CRAPULE

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2  
Editorial

Page 5  
Côte d'Ivoire:  
- Le régime militaire  
s'installe.  
- De la mutinerie à  
la destitution.

Page 9  
Mali: Konaré embar-  
rassé par un "ami"  
indésirable.

Page 10  
Burkina: un an après  
l'assassinat de Nor-  
bert Zongo.

Page 11  
Tchad: le gouverne-  
ment sur le qui-vive

Page 12  
Tchéthénie: massa-  
cres de la population  
à des fins  
électorales.

ABONNEMENT  
FRANCE:

1 an: 85 FF  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

2

é d i t o r i a l

COTE D'IVOIRE

**LA FIN SANS GLOIRE  
D'UNE CRAPULE**

Bédié chassé, personne dans les classes laborieuses ne le regrettera.

L'enrichissement de sa famille et de sa clique, par le pillage des caisses de l'Etat, par les combines, par les pots de vin, est d'autant plus scandaleux que l'écrasante majorité de la population de la Côte d'Ivoire vit dans une misère sans nom. Lui qui, pour garder le pouvoir aux élections présidentielles face à la menace électorale représentée par Ouattara, attise depuis des mois l'ethnisme et la xénophobie, porte une responsabilité majeure dans la montée de ces sentiments qui constituent une menace mortelle pour toute la société. Mais le coup fatal pour Bédié n'est pas venu des élections. Le coup de force des militaires a rappelé que ce n'est pas dans les urnes que se décide le véritable pouvoir.

Mais Bédié n'était pas seulement le voleur que dénonçaient ceux qui ont manifesté leur joie à sa chute (bien que voleur, gros voleur, il soit). Il n'était pas seulement le tenant d'un régime qui foulait au pied les libertés élémentaires et dont l'attitude vis-à-vis d'une opposition, pourtant respectueuse et lâche, montrait que la "démocratie ivoirienne" a toujours été une caricature de démocratie, même au sens que les bourgeois donnent à ce mot. Il était surtout le chef d'un Etat tout entier au service des riches et des possédants.

Par la grâce des 233 mutins de l'armée qui ont donné à Gueï l'occasion de prendre le pouvoir, l'Etat a changé de chef. Mais l'Etat, lui, n'a pas changé.

Voilà pourquoi ceux qui, dans les classes populaires, se sont réjouis de l'avènement d'un homme et peut-être, d'un régime nouveau et qui ont crié "Vive Robert Gueï" et qui voient en lui un libérateur, se préparent à de grosses déceptions. Ce n'est certainement pas pour prendre des mesures en faveur des classes laborieuses et des masses pauvres que l'armée a porté Gueï au pouvoir. C'est au contraire pour les contenir.

Il importe peu de savoir si Gueï a été lui-

même à l'origine du coup d'Etat ou s'il a seulement profité de la situation créée par la mutinerie. Les militaires mutinés, anciens des commandos d'intervention envoyés en Centrafrique pour le compte de l'ONU, voulaient surtout toucher la prime que la clique de Bédié s'appropriait à leur voler. Mais si toute la hiérarchie militaire s'est si rapidement ralliée, y compris la gendarmerie qui constituait la garde prétorienne de Bédié, c'est que ses



Un jeune arrêté dans la rue  
par les mutins

chefs estimaient que Gueï était capable de canaliser la mutinerie et maintenir l'unité de l'armée. Et les appels de Bédié "à la résistance" tombaient d'autant plus à plat que la classe possédante ne voulait surtout pas d'une armée divisée, opposant des unités les unes aux autres en fonction de leur inclination politique, créant ainsi un vide du pouvoir.

Car il a suffi de quelques heures d'anarchie créée le jeudi 23 décembre par les militaires mutinés pour que la hiérarchie de l'armée et les possédants, entrevoient le spectre d'une explosion populaire incontrôlable.

Les premiers qui ont profité des quelques heures d'absence apparente du pouvoir pour piller étaient sans doute les voyous, habitués surtout à racketter les petites gens et qui pouvaient là, porter leurs exploits vers les quartiers plus lucratifs. Mais par la brèche ouverte se sont engouffrés bien d'autres, venus des quartiers pauvres qui ont vu là l'occasion de prendre ce que l'organisation sociale actuelle leur refuse. D'une multitude d'actes individuels, le pillage s'est transformé en acte social. La masse des pauvres, écartée de tout, même du peu qui est nécessaire pour vivre correctement, pouvait enfin prendre aux riches.

Oh, malheureusement pas aux plus riches - ceux-là placent le plus gros de leurs fortunes ailleurs, dans les grandes banques d'Occident. Les principales victimes du pillage ont été des commerçants petits, moyens et quelques gros. Ce sont les fantassins et les sous-officiers de la bourgeoisie et quelques lampistes exerçant leur commerce dans les quartiers populaires, qui ont payé pour la misère que les grands bourgeois imposent à l'immense majorité de la population.

Et puis, les pauvres ne faisaient que se servir, ils ne s'en prenaient pas aux riches capitalistes, à leur mainmise sur l'économie, loin de là. Mais les possédants ont dû quand même sentir monter, le long de leur échine, le frisson devant la menace que représentent pour leurs richesses ces masses pauvres qui ne respectaient plus leurs propriétés.

Eux qui ont l'habitude de prendre aux pauvres ne peuvent pas accepter que les pauvres leur prennent à eux. Il fallait que l'ordre soit rétabli. Konan Bédié déconsidéré, n'était plus en situation de le faire. Gueï l'a fait - en tout cas, pour le moment. L'armée française, présente, a renforcé ses effectifs pour montrer qu'elle est là pour le cas où Gueï

ne réussirait pas à "rétablir l'ordre". Mais vis-à-vis de Bédié, elle n'a assuré que le service minimum: lui permettre de quitter le pays. Pour l'ex-puissance coloniale, Bédié n'était qu'une marionnette, malgré ses rodomontades de la semaine dernière. Une fois usé, il ne servait plus à rien.

Mais l'ordre ainsi rétabli est le même qu'avant la chute de Bédié. Pas seulement parce que, en les convoquant tour à tour, Gueï montre qu'il entend gouverner par l'intermédiaire des mêmes préfets, des mêmes notables, et peut-être, des mêmes hommes politiques déconsidérés et évidemment, de la même armée. Mais aussi, parce que ce sont les mêmes bourgeois, Ivoiriens, Français et bien d'autres qui dominent une économie où les ouvriers doivent considérer comme une chance même un travail aléatoire et mal payé, où les paysans crèvent de pauvreté,

Alors, il ne faut pas se bercer de faux espoirs: les classes pauvres ne changeront pas leur sort par procuration. Les illusions ne rempliront pas les marmites, ne feront pas augmenter les salaires ni baisser les prix. Encore moins si ces illusions s'adressent à l'armée, aux forces de répression dressées pour tenir les pauvres tranquilles.

Et il serait encore plus dangereux pour les travailleurs et pour les pauvres de se réjouir -ou, pour certains, se désoler- sur la base de sentiments ethniques. Gueï ne fera pas plus le bonheur de tous les Yacoubas ou de tous les gens de l'Ouest que Bédié n'a fait le

bonheur de tous les Baoulés. Pour les travailleurs et les pauvres qui, quelles que soient leurs ethnies, n'ont reçu que des coups des patrons, des riches et de leur Etat, sous Houphouët comme sous Bédié, la seule voie reste l'unité entre travailleurs de toutes les ethnies pour défendre leurs intérêts communs de classe.

C'est en refusant toute division ethnique, consciemment, que les travailleurs et les pauvres peuvent forger leur unité de classe. L'entente entre exploités seule peut leur donner la force de résister à l'accroissement incessant de l'exploitation pour ceux qui ont du travail et de la misère pour ceux qui n'en trouvent même pas. C'est aussi la seule façon de s'opposer à la montée de l'ethnisme avant qu'il puisse tourner en une guerre ethnique et en une catastrophe à la Libérienne ou à la Rwandaise.

" L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes" - cette phrase n'a rien perdu de son actualité. Le véritable changement s'annoncera lorsque les masses pauvres auront dépassé le stade du pillage ; lorsque les classes laborieuses affirmeront consciemment et fièrement leurs droits, non pas de dérober quelques marchandises dans les magasins appartenant aux riches, mais d'exproprier les capitalistes dans leur ensemble et de prendre en main la direction de l'économie pour qu'enfin elle soit destinée à assurer le nécessaire pour tous et pas des profits extravagants et une richesse scandaleuse pour une petite minorité de parasites.

COTE D'IVOIRE**LE RÉGIME MILITAIRE S'INSTALLE.**

Que le coup d'Etat ait été préparé de longue date par Gueï ou qu'il ait été simplement sollicité par les initiateurs de la mutinerie ou par la hiérarchie militaire pour que Gueï prenne la tête du putsch, ce qui est certain c'est que c'est Bédié lui-même qui a créé les conditions politiques du coup d'Etat.

Les conditions intérieures d'abord. Les outrances contre Ouattara, l'arrestation de l'état-major du RDR et même la tournure prise par la démagogie ethniste du clan du président, avaient de quoi inquiéter la classe dominante elle-même.

La classe possédante reconnaissait sans doute à Bédié le droit de se livrer à une démagogie crapuleuse, mais pas au point de risquer un désordre préjudiciable aux affaires. En outre, elle non seulement savait qu'elle n'avait rien à craindre d'Alassane Ouattara, mais une partie d'entre elle considérait - à tort ou à raison - l'ex-premier ministre d'Houphouët plus compétent pour gérer les affaires de la bourgeoisie que Bédié. Dans l'appareil d'Etat lui-même, voire dans l'armée comme allait le montrer par la suite la composition du Conseil national de salut public mis en place par Gueï, Ouattara a conservé nombre de partisans. Cela ne signifie pas forcément ni qu'il soit pour quelque chose dans le coup d'Etat, ni qu'il ait été fait pour le porter au pouvoir, ni surtout que ceux qui l'ont aujourd'hui aient envie de le lui céder demain. Ouattara, pratiquement mis hors de la course présidentielle par Bédié, a cependant d'ores et déjà gagné d'être de nouveau dans le coup, et avec de bonnes chances, au cas où Guéï et l'armée font ce qu'ils promettent: quitter le devant de la scène politique pour laisser le

gouvernement aux politiciens.

En tout cas, la guerre politique et même juridique menée par Bédié depuis plusieurs mois contre un rival qui n'était pas plus mal vu des possédants que lui-même, confirmée par le discours plein de morgue à la veille même de sa chute, a fait que c'est lui qui passe pour un apprenti dictateur et les militaires qui l'ont renversé pour des "libérateurs".

De toute évidence, Bédié et son entourage ont mal apprécié le rapport de force dans l'appareil d'Etat. Ils ont aussi mal apprécié la protection dont ils bénéficiaient du côté de la France.

Konan Bédié était, certes et de longue date, l'homme de l'impérialisme français. Derrière la rivalité Bédié-Ouattara, il y avait, très discrètement, une rivalité entre la France se cramponnant au plus important de ses pré-carrés africains et les Etats-Unis qui ont une certaine inclination pour l'ex-directeur général adjoint du FMI, Alassane Ouattara, qu'ils connaissent bien. Si Gueï se révélait comme un simple homme de transition pour permettre à Ouattara d'accéder "démocratiquement" au pouvoir, cela serait sans doute le signe d'un recul de l'influence de l'impérialisme français au profit de l'impérialisme américain.

Mais l'impérialisme français pouvait lui-même avoir pris ses distances par rapport à Bédié avant même que ce dernier tombe. Il savait le régime usé et corrompu. Oh, ce n'est pas la corruption en elle-même qui gêne les puissances impérialistes: non seulement c'est leur pratique courante, mais c'est aussi, avec la force militaire, un des ingrédients de leur système de domination. Mais le pillage a vidé les caisses de l'Etat ivoirien. Les

institutions internationales de la bourgeoisie, du FMI à la commission européenne ont commencé à geler prêts et aides. La chute du prix des matières premières, catastrophique pour les paysans, affecte cependant aussi les caisses de l'Etat. Le gouvernement était au bord de la faillite. Que Bédié soit incapable de payer les enseignants passe encore. Mais ne pas payer ses militaires était dangereux. Leur voler leur solde encore plus. Bédié croyait pouvoir gruger tout le monde, y compris ses forces de répression sans lesquelles il n'était rien.

Port Bouët, à quelques kilomètres seulement des centres du pouvoir.



Des ressortissants étrangers attendent d'être évacués

Même à supposer que les dirigeants politiques de l'impérialisme français aient été pris de court lorsque Gueï a posé sa candidature pour un fauteuil présidentiel encore occupé par Bédié -ce qui n'est pas certain- ils ont fait le choix de ne pas intervenir pendant ces deux jours fatidiques des 24 et 25 décembre où, la gendarmerie encore hésitante, l'issue de l'affrontement entre les deux camps semblait incertaine. Ils n'avaient aucune raison de courir le risque d'aggraver une situation déjà explosive simplement pour sauver un homme de main fait pour être jeté après usage. D'autant moins qu'ils connaissent Gueï, cet ancien de l'école militaire française de Saint-Cyr-Coëtquidan, cet ancien chef d'état major d'Houphouët-Boigny. Ils savaient que si le fait d'avoir été limogé par Bédié vaut à Gueï une réputation de "libéral" et de "républicain" et surtout, les flatteries d'un Laurent Gbagbo -aussi paillasson qu'à son habitude- et de la "gauche" sauce FPI, le chef du Conseil national du salut public n'a rien d'un tendre. Les contestataires des années 1990-91 en savent quelque chose. Et puis, Paris n'avait aucune raison de mettre des bâtons dans les roues de Gueï alors que la bourgeoisie expatriée française elle-même semble avoir choisi dès le début Gueï et redouter une intervention intempestive des militaires français stationnés à

L'armée française s'est donc contentée de quelques déplacements de troupes vers la Côte d'Ivoire, histoire de montrer qu'elle était là au cas où... Dès lors le destin de Bédié était scellé. Et la Côte d'Ivoire qu'on osait présenter comme un modèle de démocratie en Afrique, a basculé à son tour vers le régime militaire. Il est vrai que le comportement de Bédié a amplement montré que dans cette "démocratie", l'élection présidentielle n'était faite que pour conforter le pouvoir de celui qui le détient, mais pas pour permettre une alternance. Même si l'armée se retirait pour permettre des élections, il aura été démontré que dans cette démocratie-là, ce sont les mitrailleuses et pas les urnes qui assurent l'alternance, même lorsque la concurrence électorale oppose deux forces politiques aussi peu distinctes l'une de l'autre que le PDCI et le RDR.

Pour le moment, à part la personne de celui qui occupe le Palais présidentiel, le régime militaire ne se distingue guère du régime PDCI où les forces de répression étaient déjà omniprésentes. Gueï n'a pas interdit

les partis qui, il est vrai, ont tous fait acte d'allégeance. Le chef du CNSP bénéficie d'une sorte de consensus du côté des forces politiques établies, le PDCI désorienté rejoignant le FPI et le RDR dans le soutien au régime militaire. Les origines ethniques Yacouba du nouveau président lui valent, aussi, pour le moment une sorte de consensus entre ceux du Nord et ceux du Sud.

Mais tout cela ne remplit pas

les caisses de l'Etat et le côté "salut public" du nouveau conseil risque de se manifester par de nouveaux sacrifices demandés à la population. En outre les militaires qui avaient déjà les mains libres pour racketter la population, peuvent avoir l'impression, avec leur chef au Palais présidentiel, de les avoir encore plus libres. Autant dire que si la stabilisation de la situation ravira les possesseurs de capitaux, elle n'apportera rien de bon pour les masses laborieuses.

### COTE D'IVOIRE

#### **DE LA MUTINERIE A LA DESTITUTION**

Le jeudi 23 décembre une centaine de paras de la Force d'Intervention Rapide ivoirienne (fondée par un certain général Gueï Robert) se sont déployés dans les quartiers d'Abidjan prenant le contrôle de la radio et de la télévision. Ils protestent contre le non paiement de leurs soldes. Le ministre de la défense a refusé de les recevoir. Au cours de la nuit suivante, les mutins prennent le contrôle de l'Aéroport International et demandent au général Gueï, destitué depuis 1995, d'être leur porte-parole auprès de Bédié. Sous-estimant sans doute l'ampleur de la crise, Bédié se contente d'annoncer qu'il n'y aurait pas de sanctions à leur encontre si les mutins acceptaient de réintégrer les casernes. Les soldats mécontents auraient ajouté une deuxième revendication: la libération des militants du RDR et la fin des poursuites contre Ouattara que Bédié voudrait faire arrêter pour l'empêcher ainsi de se présenter aux élections présidentielles de l'an prochain.

Vendredi en fin de matinée le général Gueï annonce la destitution de Bédié et la création d'un "Conseil National de Salut Public" (CNSP). Le président déchu n'ayant

trouvé aucun soutien, même pas celui de son propre parti, a couru se mettre sous la protection du 43<sup>ème</sup> Bataillon français d'Infanterie de Marine stationné dans le camp militaire de Port Bouët. Finalement sous la protection des militaires français, Bédié quitte la Côte d'Ivoire pour se réfugier au Togo, étape probablement provisoire avant de rejoindre une de ses résidences dorées de la métropole française amie.

Le général Gueï est un ancien chef de l'Etat major des armées ivoiriennes. A la mort de Houphouët Boigny en 1993, il est connu pour ne pas avoir vraiment choisi son camp entre Bédié et Ouattara qui, tous deux, se disputaient la succession d'Houphouët. En 1995, il déclara que l'armée n'interviendrait pas contre l'opposition lorsque celle-ci organisait un "boycott actif" contre le simulacre d'élections présidentielles. Cela lui valut son limogeage certes déguisé en promotion ministérielle sous les conseils de Paris, semble-t-il. Cependant ce galonné n'a rien d'un tendre. Il commença sa carrière militaire sous Houphouët Boigny à l'époque de la dictature du parti unique. En 1990 il fit réprimer une mutinerie de soldats. Un an plus tard, il n'hésita pas à envoyer sa

soldatesque réprimer dans le sang des manifestations estudiantines pour rétablir l'ordre. C'est dire que l'"ordre et la sécurité" que la France, suivie des USA et des autres grandes puissances, attendent du nouvel homme fort seront rétablis au moins avec autant de zèle que n'a fait preuve le dictateur déchu.

Les Bouygues, Bolloré et autres grandes sociétés présentes sur le terrain n'auront pas eu le temps d'avoir peur. La continuité dans l'ordre et la stabilité dont ils ont besoin seront poursuivies. L'impitoyable dictature que la population pauvre subit n'aura tout au plus que changé de main.

### COTE D'IVOIRE

#### **LES MILITAIRES AU POUVOIR NE METTRONT PAS PLUS FIN A LA CORRUPTION ET AUX DETOURNEMENTS DE FONDS QUE LES CIVILS QUI LES ONT PRECEDES**

Robert Gueï, le nouveau maître de Cote d'Ivoire, a dit qu'il allait procéder à un audit des finances de l'Etat et que, si à la suite de cet audit il se révélait que les caisses de l'Etat ont été dilapidées par les membres du gouvernement de Bédié, il allait les poursuivre en justice et les obliger à rembourser l'argent volé.

Tout le monde sait en réalité que les caisses de l'Etat sont littéralement pillées depuis fort longtemps, depuis l'époque d'Houphouët Boigny. Gueï, lui-même a fait partie des hauts dignitaires du pouvoir, sous Houphouët comme sous Bédié, pour le savoir. Il a

profité de tous les privilèges liés aux différents postes qu'il a occupés. Et si on faisait un "audit" sur sa propre fortune, on y découvrirait que ce qu'il possède dépasse largement ce que son seul salaire lui aurait permis d'obtenir.

Seulement, aujourd'hui Gueï veut jouer au "monsieur propre". Il dit qu'il va "nettoyer la maison" avant de la rendre aux civils. Il laisse croire qu'avec les militaires au pouvoir, ça va changer en matière de corruption et de détournements de fonds. Mais s'il y a des naïfs qui croient à ses balivernes, ils seront vite déçus.

#### **BONGO "TOLERE" LE POUVOIR MILITAIRE . . . EN COTE D'IVOIRE**

Omar Bongo, le dictateur du Gabon a déclaré qu'il "tolère" l'arrivée des militaires au pouvoir en Côte d'Ivoire "à condition" qu'ils procèdent aux élections prévues pour octobre prochain.

Bongo a certainement attendu que ses maîtres, à savoir les

dirigeants de l'impérialisme français, se prononcent sur le sort de Bédié pour leur emboîter le pas. Il y va de son avenir car si ses protecteurs de Paris le lâchaient, il ne tarderait pas à subir le même sort que Bédié. Alors il a intérêt à marcher au pas.



ABIDJAN**DERNIERE RODOMONTADE  
DE BEDIÉ AVANT SA DESTITUTION**

Moins de quarante-huit heures avant sa destitution, Bédié disait dans son discours : "La souveraineté nationale est ce que nous devons transmettre aux générations qui n'ont pas connu les combats de l'indépendance". Quelques jours auparavant, son griot Fologo disait, lui, "depuis 39 ans, nous ne recevons plus d'ordre de l'extérieur".

Pour les auteurs de ces discours, ce sont des paroles creuses qui ne leur coûtent rien.

Tant pis pour ceux qui ont applaudi et qui y ont cru.

Parce que le patron de la souveraineté nationale est allé, lui, se réfugier tout droit dans les bras de l'armée française. Il s'est souvenu, devant le danger, que ses maîtres étaient là, en Côte d'Ivoire, pour le protéger... jusqu'à ce qu'ils le lâchent, quand il ne leur sera plus utile. C'est le chemin de la plupart des serviteurs déçus.

MALI**KONARE EMBARRASSE PAR  
UN "AMI" INDESIRABLE**

Chassé du pouvoir par les militaires, lâché par ses protecteurs de Paris, le président ivoirien a effectué une petite tournée à l'intérieur du continent africain histoire de trouver quelques soutiens parmi ses paires. Mais la récolte est plutôt maigre. En revenant d'Abuja, au Nigéria, où le Général Obasanjo ne l'a soutenu que du bout des lèvres, Bédié a voulu faire un tour par Bamako, avant de rejoindre son ami, le dictateur Eyadéma au Togo. Mais à Bamako son "ami" Konaré s'est débrouillé pour ne pas être présent

sur les lieux ce jour-là. Il a envoyé à l'aéroport un de ses sous-fifres pour accueillir Bédié.

Décidément, Bédié est devenu un "ami" plutôt encombrant pour ses paires africains, même si l'OUA a publié un communiqué purement formel condamnant le coup d'Etat en Côte d'Ivoire. L'attitude de Konaré comme des autres chefs d'Etat africains est due surtout au lâchage de Bédié par les dirigeants de l'impérialisme, français notamment. Leurs valets africains ne font que suivre la voix du maître.

**DES MENSONGES DE L'ANCIEN  
DICTATEUR MOUSSA TRAORE**

Condamné à mort par deux fois en 1993 et 1998 (peines finalement commuées en détention à perpétuité par son successeur, Alpha Omar Konaré), l'ancien dictateur Moussa Traoré est détenu depuis 8 ans à la prison "dorée" de Markala pour "crimes de sang" et pour "crimes économiques".

Des journalistes lui ont rendu visite récemment dans cette prison.

A l'un qui lui a rappelé le massacre des jeunes en 1991, il a notamment déclaré: "... Je n'ai pas donné l'ordre de tirer sur la foule".

Belle dérobade! Pourtant il était bien chef de l'Etat et chef des armées maliennes.

Quand un autre journaliste a soulevé la question des détournements des deniers publics,

il a menti en disant notamment: "On n'a retrouvé nulle part la trace des milliards de dollars que j'aurais détournés".

A en croire ces déclarations, l'ancien galonné Moussa Traoré

n'aurait aucun crime sur la conscience, il n'aurait rien pris ne serait-ce qu'un franc dans les caisses de l'Etat. En somme on aurait condamné à tort un homme intègre et d'une droiture irréprochable.

### BURKINA FASO

## **UN AN APRES L'ASSASSINAT DE NORBERT ZONGO**

Plus d'un an après l'assassinat de Norbert Zongo (journaliste, directeur de "l'Indépendant") ainsi que de ses trois compagnons, le 13 décembre 1998, les assassins courent toujours tandis que le pouvoir de Compaoré fait mine de les rechercher.

La vérité est que Compaoré voulait enterrer cette "affaire Zongo" au plus vite, avant qu'elle ne s'ébruite, d'autant plus qu'il y est directement ou indirectement impliqué. Zongo et ses compagnons enquêtaient en effet sur l'assassinat du chauffeur du frère du chef de l'Etat burkinabé lorsqu'eux-mêmes ont été tués. Leur enquête aurait établi que l'assassinat du chauffeur aurait été effectué par des membres de la garde présidentielle et probablement dans l'enceinte même du bâtiment présidentiel.

L'assassinat de Zongo et de ses compagnons a suscité une indignation relativement importante au sein de la population ouagalaise notamment, d'autant plus qu'elle a été relayée par les partis de l'opposition au régime de Compaoré, regroupés au sein d'un "Front National" intitulé "Groupe du 14 février" créé par Norbert Zongo lui-même. Un mouvement de mobilisation s'est créé autour de cette affaire. Plusieurs manifestations ont eu lieu au cours de l'année écoulée. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Ouagadougou, bravant les menaces des forces de l'ordre. Le 27 novembre 1999, près de 10 000

personnes ont manifesté. Puis, le 13 décembre 1999, à l'occasion de l'anniversaire de la mort du Zongo et de ses amis, 30 000 personnes s'étaient rassemblées rien que dans la capitale.

Cette mobilisation qui s'est maintenue toute l'année avait déjà contraint Compaoré à faire quelques concessions de forme, comme par exemple celle d'accepter de créer, en mars 1999, une "commission d'enquête indépendante" pour faire la lumière sur cette affaire. Mais cette prétendue commission d'enquête s'est contentée du strict minimum. L'assassinat de Norbert Zongo et de ses compagnons n'a pas du tout été éclairci. Par contre trois membres de la garde présidentielle ont été arrêtés dans le cadre de l'assassinat du chauffeur. Autant dire que cette commission d'enquête n'a servi à rien puisque Zongo lui-même avait déjà dévoilé six noms parmi les gardes-présidentiels impliqués dans ce meurtre.

Les manifestations de protestations continuant, Compaoré mit sur pied, quelques mois plus tard un "conseil de sages" constitué par des hauts dignitaires choisis par lui-même. Ce conseil avait pour mission de "faire la lumière sur tous les crimes impunis depuis 1960". Encore une autre manière d'enterrer l'affaire du meurtre qui gêne le plus le pouvoir actuel. L'autre objectif, celui-là officieux, du "conseil des sages" est de chercher parmi les politiciens de l'opposition actuelle

ceux qui seraient susceptibles de participer à un éventuel "gouvernement d'ouverture".

Un certain nombre de politiciens "opposants" seraient probablement tentés par cette perspective d'aller à la mangeoire gouvernementale. Mais il n'y a pas de place pour tous. Alors, est-ce que cette dernière manoeuvre sera payante pour dégonfler la mobilisation et les manifestations de protestation ? Rien n'est sûr. Néanmoins il reste toujours à Compaoré le choix de faire intervenir brutalement sa force de répression contre les manifestants. Si jusqu'aujourd'hui il ne l'a pas fait ce n'est certainement pas à cause du fait qu'il se prétend un fervent partisan de "l'Etat de droit" et qu'il a été tout récemment glorifié par les dirigeants de l'impérialisme (américain notamment)

comme le meilleur élève de la "bonne gouvernance" en Afrique. Car rappelons-le tout de même que le régime de Compaoré est un régime dictatorial. Norbert Zongo est loin d'être le seul à avoir été assassiné par les sbires de Compaoré. Ce qui ne l'a pas empêché jusqu'à présent de bénéficier du soutien des dirigeants de l'impérialisme français et américain dont il défend les intérêts au Burkina Faso. Mais rien ne dit non plus que ces mêmes dirigeants ne le lâcheront pas demain s'il devient incapable de maintenir l'ordre pour la bonne marche des affaires des capitalistes au Burkina Faso. L'exemple du lâchage de son voisin Bédié par la France et par les USA est là pour montrer que les dirigeants impérialistes peuvent très bien changer de cheval sans état d'âme lorsqu'un de leurs pions est trop usé.

#### TCHAD

### **LE GOUVERNEMENT SUR LE QUI-VIVE**

Selon des voyageurs en provenance du Tchad, la situation y serait très "critique", en particulier dans la partie nord du pays. Il y a environ un mois, le chef d'une rébellion armée avait déclaré qu'en décembre, il "marcherait" avec ses troupes sur Ndjaména. Le pouvoir a pris cette menace au sérieux d'autant plus que Togoïmi, ce chef rebelle n'est autre que l'ancien ministre de la Défense d'Idriss Déby, entré en dissidence.

A plusieurs reprises déjà, les troupes gouvernementales et celles des rebelles s'étaient affrontées dans l'extrême nord du pays. Depuis plusieurs semaines, Abéché, une des villes du pays serait tombée aux mains des rebelles, et les tentatives du pouvoir pour les déloger de là demeureraient vaines. Or, selon certains "stratèges", qui détient Abéché détient Ndjaména.

Alors les dirigeants du régime en place, surtout le dictateur Déby,

auraient peur de perdre leur place. Il vient d'envoyer des émissaires en France pour l'achat d'armes de guerre, et pour récupérer l'avion de chasse en révision ici à Paris.

Mais le gouvernement français semble faire traîner les choses. Depuis la manifestation anti-française organisée par le régime de Déby au cours de laquelle des drapeaux français avaient été brûlés publiquement (parce que Elf manifestait son intention de se retirer du projet-pétrole), les relations sont devenues "froides" entre les deux pays. Rappelons aussi que l'impérialisme français dispose d'une base militaire à Ndjaména comme dans d'autres capitales africaines (Bangui, Abidjan, Dakar, Libreville, etc.) Et c'est cette armée-là qui, il y a 9 ans, avait aidé ce même Déby à chasser Hissène Habré de Ndjaména. Il n'est donc pas impossible que le même scénario se répète avec Togoïmi si le gouvernement français décidait de

soutenir ce dernier.

Il est bien évident que si Togoïmi arrive à s'emparer du pouvoir, cela ne changera en rien le sort des travailleurs et des pauvres du Tchad. Tous les mouvements d'opposition qui avaient pris le pouvoir dans ce pays se sont mis aussitôt à le piller pour s'enrichir. Il y avait Goukouni,

Hissène Habré et maintenant Déby, peut-être Togoïmi demain.

Sauf si les populations pauvres, qui en ont marre de ces passations de service entre les mouvements armés décident un jour de se battre pour elles-mêmes, et de prendre elles-mêmes les choses en mains, alors bien de choses changeraient réellement pour elles.

### TCHETCHENIE

## **MASSACRES DE LA POPULATION A DES FINS ELECTORALES**

Les résultats des élections législatives qui ont eu lieu le 19 décembre dernier en Russie, ont donné 25% des voix au parti communiste russe, talonné par le bloc électoral Unité soutenu par Boris Eltsine et son premier ministre Poutine.

Ces résultats électoraux ont agréablement surpris ces deux derniers, car quelques mois seulement avant ces élections, tous les pronostics les ont donnés perdants, y compris pour la présidentielle prévue pour juin prochain. On comprend donc leur satisfaction pour les résultats des législatives qui ont relégué loin derrière eux le tandem Loujkov-Primakov (l'actuel maire de Moscou et l'ancien premier ministre) qui passaient pour des adversaires susceptibles de les battre à ces deux élections.

C'est donc pour gagner les récentes élections législatives afin d'être en meilleure posture pour l'élection présidentielle, que le Kremlin a rallumé la guerre de Tchétchénie (commencée en 1994 et terminée en 1996 par la signature d'un accord de paix).

En effet, c'est à la suite des attentats à Moscou faisant près de 300 morts - attentats provoqués vraisemblablement par des services

secrets russes- mais attribués à des "terroristes tchétchènes" que le Kremlin a déclenché la guerre contre ceux-ci en faisant bombarder des prétendues "bases terroristes", mais en fait des villages de Tchétchénie ou des quartiers de la capitale, Grozny. Depuis des mois, la population tchétchène est pilonnée à l'artillerie lourde, écrasée par une pluie de bombes, entraînant des milliers de morts et des dizaines de milliers de réfugiés.

Juste à la veille des dernières élections législatives, Grozny était complètement encerclée et menacée d'une prise d'assaut imminente par les forces russes. Cette guerre contre la Tchétchénie a tenu lieu de programme électoral et a semblé momentanément faire oublier à la population l'appauvrissement grandissant auquel elle est confrontée.

Si les dirigeants russes s'accrochent au pouvoir, c'est que cela leur permet, à eux et à leur clan, d'amasser des fortunes colossales, à l'instar des autres "nouveaux riches" qui pillent les richesses du pays.

De plus, la guerre contre la Tchétchénie ne vise pas seulement à briser l'idée d'une "autonomie" ou d'une "indépendance" tchétchène susceptible de contaminer d'autres

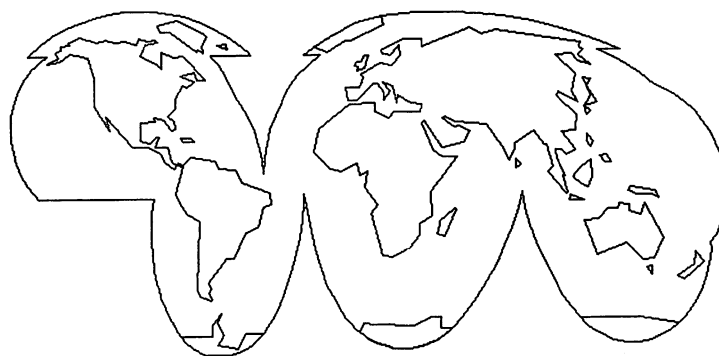
pays de la fédération de Russie. Elle a aussi comme objectif de ne pas laisser aux nationalistes tchéchènes les retombées des gisements pétroliers de la mer Caspienne devant transiter par la Tchétchénie pour l'Occident.

Par ailleurs, les dirigeants russes considèrent la guerre en Tchétchénie comme une "affaire intérieure", et les puissances occidentales qui l'ont comprise aussi comme telle leur ont laissé les mains entièrement libres pour mener cette sale guerre. A part des déclarations hypocrites sur cette guerre, il n'y a pas eu la moindre condamnation de leur part. Mais il est vrai qu'elles-mêmes ont mené des guerres criminelles à travers le monde et qu'elles ne sont pas mieux

placées que la Russie pour faire à celle-ci la leçon.

La guerre en Tchétchénie soutenue par une campagne chauvine et xénophobe a permis à Eltsine et à son dauphin Poutine d'avoir de "bons" résultats aux dernières élections législatives et d'être peut-être en bonne posture pour l'élection présidentielle de juin 2000. Mais de toute façon, la population n'a rien à attendre ni des récentes législatives ni de la future présidentielle. Car même dans l'opposition, il n'y a aucun candidat qui prenne en compte les intérêts des travailleurs et des petites gens. Ceux-ci ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leurs luttes pour améliorer leur sort.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.